

OBJET VALIDATION DE MANDAT SPECIAL

L'exercice d'un mandat spécial relève de la compétence du Conseil Municipal.

La définition de cette notion a été donnée par Délibération n° 08/5-21 en séance du 3 juillet 2008, prise dans le cadre du remboursement des frais de mission aux élus municipaux à l'occasion d'un mandat spécial.

Aujourd'hui, il vous est demandé, à titre de régularisation, de valider le mandat spécial de l'élu suivant :

- Monsieur Jean-Claude FIDJI (Conseiller Municipal) à l'occasion d'une mission à Paris du 24 au 26 août 2015 (mission pour la Direction Economie de Proximité).

Les dépenses correspondantes seront imputées sous les Chapitre 65 et Compte 6532 du Budget principal.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20150926-15533-1-DE
Date de réception préfecture : 30/09/2015

Signé électroniquement par :
Le Maire
30/09/2015



Gilbert ANNETTE

OBJET VALIDATION DE MANDAT SPECIAL

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Délibération n° 08/5-21 du 3 juillet 2008 fixant le régime de remboursement des frais de missions des élus municipaux à l'occasion de mandats spéciaux ;

Sur le RAPPORT N° 15/5-33 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur LOWINSKY Jacques, 1er Adjoint, présenté au nom de la Commission Affaire Générale / Entreprise Municipale ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE**

10 abstentions
(dont 4 votes par procuration)

pour

↓
Messieurs FOURNEL Dominique, VICTORIA René-Paul,
HOARAU Serge, Madame DOKI-THONON Lisianne,
Monsieur HUBERT Richenel et Madame VITRY Faouzia

↓
autres élus présents et mandatés

ARTICLE 1

Valide, à titre de régularisation, le mandat spécial de l' élu suivant :

- Monsieur Jean-Claude FIDJI (Conseiller Municipal) à l'occasion d'une mission à Paris du 24 au 26 août 2015 (mission pour la Direction Economie de Proximité).

ARTICLE 2

Autorise le remboursement des frais engagés à l'occasion de ces missions, dans les conditions fixées par Délibération n° 08/5-21 du 3 juillet 2008 susvisée.

ARTICLE 3

Les dépenses correspondantes seront imputées sous les Chapitre 65 et Article 6532 du Budget principal.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20150926-15533-2-DE
Date de réception préfecture : 30/09/2015

Signé électroniquement par :
Le Maire
30/09/2015


Gilbert ANNETTE